

# La HE-Arc prévient la criminalité économique depuis 20 ans

ARCINFO, 10.10.2020

PAR PHILIPPE LEBET

«**C**rise du coronavirus oblige, l'anniversaire n'a pu être dignement marqué», regrette Isabelle Augsburger-Bucheli, doyenne de l'Institut de lutte contre la criminalité économique (ILCE) jusqu'à fin septembre. L'entité de la Haute école de gestion (HEG-Arc), qui a acquis une solide réputation dans les cantons francophones, célèbre ses 20 ans cette année. Quant à la Neuchâteloise de 63 ans, également vice-présidente de l'Autorité de surveillance du Ministère public de la Confédération, elle vient de transmettre le témoin à Sébastien Jaquier, après avoir tenu la barre depuis fin 2000, seule au début avec une secrétaire – d'ailleurs toujours là. Actif dans un domaine pointu, l'institut doit sa naissance à la volonté des autorités de mieux former les enquêteurs.

L'ILCE a été créé par la HEG-Arc, l'Université de Neuchâtel, l'Institut suisse de police et l'Etat de Neuchâtel. Il s'agissait d'assumer le mandat confié par la Conférence des directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) d'instaurer une formation postgrade de lutte contre la criminalité économique. Fondée en 1982, la HEG-Arc fait partie, avec ses plus de 1800 étudiants, de la Haute école Arc, qui en dénombre plus de 3000, elle-même entité de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

## Large palette de formations

En 20 ans, l'ILCE a constamment étoffé ses activités en entretenant des partenariats et en proposant quatre formations postgrades, parmi lesquelles son produit phare: le Master of Advanced Studies en lutte contre la criminalité économique (MAS LCE). Il exécute aussi des mandats et réalise des projets de recherche appliquée et fondamentale pluridisciplinaires, activités placées désormais sous la responsabilité d'Olivier Beaudet-Labrecque, vice-doyen. En outre, l'institut chapeaute l'Ecole romande de la magistrature pénale (ERMP), l'Ecole romande en administration judiciaire (ERAJ) et le Centre d'investigation numérique et de cryptologie (CINC). L'ILCE offre ainsi une riche palette de formations continues, exécute des mandats et dirige



“Parti de zéro, l'ensemble forme aujourd'hui un réseau constitué de petites pierres qui s'imbriquent”

ISABELLE AUGSBURGER-BUCHELI  
DOYENNE DE L'INSTITUT DE LUTTE CONTRE  
LA CRIMINALITÉ ÉCONOMIQUE

ou participe à des projets de recherche en lien avec la criminalité économique, la cybercriminalité ou l'investigation numérique. Pour l'année 2019/2020, il a compté plus de 130 intervenants, plus de 600 personnes ayant suivi un cours ou un colloque et 131 personnes en formation postgrade. «Parti de zéro, l'ensemble forme aujourd'hui un réseau constitué de petites pierres qui s'imbriquent», résume Isabelle Augsburger-Bucheli.

## Trois projets liés à la pandémie

En matière de recherche et de développement, l'ILCE a lancé au printemps trois projets touchant au coronavirus, notamment un portail (corona-fraud.ch) invitant à annoncer les fraudes et les abus économiques dans le sillage de la crise sanitaire (prix et qualité des masques par exemple). Les deux autres s'intéressent à la criminalité économique en phase de crise – illustrée par l'étude du phénomène en période de Covid-19 – et à l'arnaque aux sentiments lors d'une pandémie – projet intitulé Lovid-19.

L'institut embrasse des domaines comme la corruption, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, les contrefaçons ou la protection

des données – ces dernières étant «l'or du XXIe siècle», rappelle celle qui reste responsable du MAS LCE. Le champ d'action s'élargit en perma-

nence, à l'instar de l'étude publiée en 2018 sur mandat de Pro Senectute, démontrant qu'un Suisse de plus de 55 ans sur quatre avait été victime

d'un vol ou d'une escroquerie au cours des cinq années précédentes, pour un montant cumulé de 400 millions de francs.

## Un Master unique en Suisse romande

L'Institut de lutte contre la criminalité économique propose depuis 2001 une formation pointue, unique en Suisse romande. Le Master of Advanced Studies en lutte contre la criminalité économique (MAS LCE) traite la thématique comme un ensemble complexe de phénomènes devant être maîtrisés par les acteurs chargés de combattre ce type de délinquance. Les titulaires de la formation, effectuée en principe en cours d'emploi, sont aptes à travailler tant dans les milieux privés que publics. Il s'agit de toucher à la prévention, la détection et la répression de crimes ou délits économiques. La formation comprend quatre modules de base (économie et finances, droit, informatique, criminalistique et criminologie) et six modules d'approfondissement. «Des modules qui sont adaptés chaque année en fonction de l'évolution de la criminalité et de la législation», note Isabelle Augsburger-Bucheli. Les cours sont dispensés en trois semestres sur deux ans, à raison d'un jour et demi à deux jours par semaine, 660 heures au total. Le

quatrième semestre est consacré à la rédaction et à la soutenance du travail de Master qui clôt la formation.

## Nombreuses institutions intéressées

Le MAS LCE intéresse des secteurs du privé comme les banques, les fiduciaires, les cabinets d'avocat, les assurances, les services du contentieux, la lutte anti-contrefaçons, les unités de contrôle interne, les services des finances et le consulting. Pour les collectivités publiques, on trouve les ministères publics, les tribunaux, les contrôles des finances, l'Office fédéral de la police (Fedpol), les polices cantonales, les services des contributions, les douanes ainsi que les organes de contrôle fédéraux des marchés financiers (Finma), de la concurrence (Comco) et des maisons de jeux (CFM)). Les quatorze volées dénombrées jusqu'ici comptaient jusqu'à 30 inscrits chacune, avec parfois des creux liés à la conjoncture, précise Isabelle Augsburger-Bucheli. Ces derniers sont à 46% des

économistes, 30% des juristes, 8% des informaticiens et 3% des criminalistes et criminologues. Quant à la provenance professionnelle des étudiants, elle concerne à 60% des entreprises privées, 21% des administrations publiques, 8% des autorités judiciaires et 7% la police. Pour ce qui est de cette dernière, le niveau d'études a considérablement augmenté au fil du temps, relève-t-elle. «La finalité consiste à offrir à des gens d'horizon différents une base commune pour agir», explique Isabelle Augsburger-Bucheli. Un titre d'une haute école est exigé pour s'inscrire, au minimum un bachelor. Des admissions sont possibles sur dossier, en lien avec une qualification professionnelle supérieure. La formation est assurée par quelque soixante spécialistes, professeurs ou chargés de cours, issus de la HEG-Arc ou des entités partenaires. Le corps enseignant bénéficie d'une riche expérience professionnelle ou scientifique.

Plus d'informations sur:  
[he-arc.ch/gestion/mas-lce](http://he-arc.ch/gestion/mas-lce)

UNSPLASH